



**CAPSULES PSY # 75
DE
PSYCHOLOGIE NOUVELLE
ÉVOLUTIONNAIRE**

Armand Desroches

**PARAPSYCHOLOGUE
ÉVOLUTIONNAIRE**

<http://www.use-quebec.ca>

Les droits légaux de ces **CAPSULES PSY DE PSYCHOLOGIE NOUVELLE ÉVOLUTIONNAIRE** sont protégés à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada et dont une copie fut déposée à la Bibliothèque et Archives Nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Idéalement, ces textes doivent se lire sur papier pour mieux faire ressortir les élaborations sous 3 formes importantes à la compréhension psychologique :
mots en gras = éléments basique ; *mots gras italique* = négatif ; *mots italiques* = positif.

UN GOUVERNEMENT MONDIAL SOCIAL DÉMOCRATE

La faillite économique de l'URSS était inévitable et l'extraordinaire puissance financière du capitalisme impérialisme international le savait puisqu'elle contribuait, depuis longtemps et sur le long terme, à provoquer cette faillite, mais sans pour autant que les médias à travers le monde ne révèlent leurs stratégies manipulatrices puisqu'en majorité ils leurs appartiennent. C'est une des façons pour cette finance occultée de demeurer *dominante* dans son anonymat.

Les principes et idéaux sociaux humanistes, qui provenaient des excellentes théories de Lénine, Marx et Trotsky par exemple, représentaient foncièrement un «danger» d'émancipation de «la conscience» dans les valeurs sociales de l'humanité. En fait, ces concepts humanisants découlent de la *misère mentale psychologique* et de la *souffrance physique, matérielle et survie économique* des penseurs de l'époque qui enfin s'exprimèrent afin de remédier à une tyrannie tsariste impitoyable qui persistait abusivement, c'est-à-dire à une royauté féodale abusive qui fut éliminée partout auparavant dans la majorité des pays de l'Europe à partir de la Révolution Française et par les peuples désabusés. Cette juste révolte du prolétariat établissait ainsi le berceau de la *démocratie* et démontrait qu'il était possible alors de réaliser cette épuration de la noblesse royale dominante dans tous les pays d'Europe, la Russie étant ainsi un des derniers bastions royaux.

Mais suite à cette prise du pouvoir par le peuple stimulé sous la direction élitique des penseurs, peu après, ce fut un rapace militaire russe paranoïaque, Joseph Staline, qui s'empara alors du pouvoir issu de cette révolution populaire russe qui eu lieu, celle-ci longuement fomentée par les écrits sociaux de leurs philosophes penseurs et qui, par la suite, furent progressivement écartés par le dominant Staline. Mais pour en conserver le feu révolutionnaire, le pouvoir instauré n'élimina pas physiquement ces penseurs de la nouvelle idéologie, mais ils furent isolés des centres de décisions gouvernementaux.

Le **communisme** fut issu de la révolution sociale de 1917 et d'un peuple russe qui souffrait atrocement tous azimuts. En fait, cette idéologie commença à se fomentier autour des années 1847, théories que même Platon à l'époque avançait déjà comme concept puisqu'une *misère exécrable* subsistait aussi dans son peuple ancestral, alors que ses principes faisaient la promotion du collectivisme, de l'égalitarisme et du socialisme au profit de la communauté. Par définition le **communisme** est «l'union dans la communauté» ou «la communion idéologique de ceux qui professent cette même foi de principes partageant ainsi ce sentiment commun».

Le **communisme** aurait dû devenir «la logique vivante de la démocratie» et institutionnaliser un «socialisme démocratique d'État» favorisant les libertés d'innover en concepts d'esprit et ne devant pas être supprimées comme alors elles le furent par les prédateurs qui s'emparèrent du pouvoir. Un «nouvel idéal philosophique» aurait dû devenir «la fusion des idéologies communistes et capitalistes humanistement réajustées», respectant ainsi équitablement le devenir social de tous les peuples de l'humanité. Mais on sait malheureusement que cela ne survint pas de la sorte...

Suite à la révolution russe, pour épurer tout lien d'intérêt tsariste dans la communauté, la nouvelle dictature militaire stalinienne, s'activant à consolider sa position d'*autorité dominante*, instaura un «système policier» favorisant la délation de la classe bourgeoise capitaliste, patrons, aristocrates, gentilshommes et nobles de tous acabits. Une chasse dépurative commença et cette police procédant à des séquestrations arbitraires exerça sur les personnes des enquêtes minutieuses sur leur passé, des interrogatoires psychologiques et tortures physiques s'ensuivirent pour faire avouer, emprisonnements sans procès, déportation dans des goulags de travaux forcés pour réformer ceux juger coupable d'appartenance complice au précédent régime. Il s'ensuivit des purges dans les rangs militaires, politiques, dans la fonction publique et finalement partout dans la société qui vivait désormais dans une *frayeur dictatoriale*.

S'installait ainsi une *nouvelle dictature paranoïaque*, pire que la police de la royauté tsariste d'auparavant, et devant exercer des contrôles sévères pour maintenir ses acquis et prévenir les dangers d'une rechute nostalgique. L'état contrôlait désormais presque les moindres mouvements de ses citoyens, mais reste qu'au moins le travail de tous profitait à la «collectivité camarade» qui ne souffrait plus de manque de nourriture, d'hébergement, de moyens de transport, d'éducation, de soins de santé, et maintenait l'espoir d'améliorer encore leur futur. Ce «prolétariat», comme on le dénommait, se sentait enfin en sécurité physique, c'est-à-dire cette majorité de non instruits, ces travailleurs ouvriers urbains et paysans ruraux, ce dit «bas peuple» puisque la condition humaine du précédent régime se divisait en deux classes : soit le riche et le prolétariat étant asservi en servage. En accord avec la solidarité des organisations prolétariennes, le nouvel état-major d'État qui s'instaurait se saisit donc de la propriété privée pour la remettre au service de la propriété collective.

Ces concepts idéologiques qui prônaient que «l'union fait la force» et l'instauration d'une puissante armada militaire, qui en illustre désormais la crédibilité du mouvement révolutionnaire, à cette époque représentaient donc la seule opposition viable au capitalisme économique. Et, «la pensée communiste» s'instaurait graduellement dans la philosophie des masses de tous les pays, tout comme les idéologies libératrices de la Révolution Française le firent en leur temps afin d'abattre la royauté et ses nobles crapules prédatrices. Les choses évoluèrent partout en Europe et ce n'est plus seulement le prolétaire qui voulu s'emparer du pouvoir comme en Espagne à des fins humanitaires pour la collectivité, mais survinrent des individus prédateurs, dont Franco profitant du soutien militaire de Hitler qui fit échouer la victoire mettant ainsi fin à tous les efforts de *bonne volonté*. Plus récemment, l'exemple contraire d'un succès prolétaire réalisé à Cuba exprimait une insulte flagrante à l'impérialisme capitaliste des États-Unis.

Avec l'apparition des unions et du syndicalisme démocratique s'inspirant des thèses communistes d'origine promouvant un mieux-être humaniste, le système capitaliste se sentit obligé de concéder sur les heures de travail des employés, de jours fériés, de vacances, de bénéfices marginaux, d'augmentations de salaire, de conditions de travail s'améliorant, de respecter l'ancienneté au travail, la permanence de l'embauche, et des fonds de retraite assurant ainsi une fin de vie raisonnable aux travailleurs. Toutes ces concessions capitalistes amenèrent les sociétés occidentales à se donner des gouvernements progressivement plus éthiques composés d'une élite dirigeante s'humanisant démocratiquement.

Désormais plus instruit, le prolétariat s'impatiait, dans les coulisses du pouvoir, de se faire élire sous les règles d'une démocratie électorale. Et cela engendra les *gouvernements providences* qui apparurent dans la majorité des États d'Amérique du Nord et de l'Europe, mais à l'exception évidemment de l'URSS et ses alliés satellites, des États coloniaux liés à sa **domination économique et militaire**.

Sous ce nouveau «régime providence», qui fleurissait en toutes sortes d'organisations sociales humanistes en son sein pour pourvoir à ses besoins communautaires, toutes les classes de cette nouvelle société pouvaient désormais accéder à une haute scolarisation qu'elle se donna et en conséquence ce qui apporta un plus haut standard de vie permettant alors à un couple l'achat d'une maison familiale et voyage d'agrément à travers le monde. Ces années grasses providences et toutes les réalisations créatives que ces sociétés providences se sont données, visant les bénéfices de sa population, furent dénommées les «trente glorieuses» se situant entre 1950 et 1980.

La chute du mur de Berlin symbolisa ainsi la faillite économique d'un communisme tyrannique, totalitaire et paranoïaque, hypercontrôlant des libertés et devenu gangrené par un *esprit mesquin antidémocratique* ne visant que le **pouvoir autoritaire totalitaire**, et qui depuis des décennies n'était plus supporté par la solidarité du prolétariat qui avait fait jadis sa force créative.

L'URSS venait ainsi d'être mise à genou via une «faillite économique», qu'elle n'était pas «la seule» à avoir provoquée, et pour survivre désormais elle devait reconnaître ouvertement son erreur de trajectoire et devait embrasser «l'illusoire démocratie» du capitalisme participant ainsi à son marché économique. C'est à partir de ce moment de retraite forcée que **l'organisation occulte stratégique des financiers planétaires du capitalisme impérialisme**,

opérant dans un strict anonymat au-dessus de tous les gouvernements restants de la planète, à l'exception de la Chine et Cuba, s'empessa alors de rétablir son hégémonie économique commerciale et militaire dans l'ex-URSS. Les forces militaires de l'OTAN, représentant les pays du G7, envahirent progressivement les ex-pays communistes sous la couverture humaniste de les protéger contre tout nouveau revirement de situation. La Russie économiquement à genou demeurait alors muette face à ces imposantes forces militaires à ses frontières. Il ne reste donc pour l'OTAN de désormais mater la Chine communiste pour finalement l'amarrer au giron du capitalisme occidental, ce que cette dernière a d'ailleurs commencé à développer en alignant son système économique sur celui-ci. En 2008, cela est depuis longtemps une réalité.

Le danger du pouvoir communiste n'étant plus, ceci m'est fin à «la guerre froide». C'est alors que s'est graduellement proliférées les stratégies d'un nouveau capitalisme impérialisme créant la **mondialisation du commerce** lui donnant ainsi un accès plus «libéral» dans tous les pays du globe parce que les financiers planétaires, sous le couvert apparent de la Banque Mondiale (BM) et du Fonds Monétaire International (FMI) et autres organisations économiques en découlant, vont désormais exercer leur pleine puissance et exiger le remboursement des emprunts des gouvernements providences à qui ils ont jusque-là avancé monétairement puisqu'ils sont les débiteurs occultes financiers de la planète.

Vu l'incapacité économique de remboursement immédiat de leur imposante dette, ces pays s'étant donnés d'importantes organisations humanistes favorisant leur population civile, ils durent d'abord consentir à des allègements dans leurs lois commerciales les protégeant économiquement, consentant ainsi involontairement, sans autres choix, à leur vulnérabilité d'autonomie. «La finance» les obligea alors à se départir, aux profits du privé, des industries nationales qu'ils avaient réussies à se donner pour par exemple profiter des revenus de leurs matières premières.

Tous les pays du monde sont désormais à la merci de ce *néolibéralisme financier cupide et tentaculaire de son commerce mondial*, qui consolide à nouveau son hégémonie économique en établissant ses nouvelles règles et qu'aucun pays ne peut désormais contourner sans se voir économiquement déstabilisé d'autres façons. Dans les médias de la désinformation télévisée et écrite, qui atteint les masses de leurs illusoires vérités truquées la concernant, les chevaliers de **la mondialisation** l'affichent comme une situation heureuse pour l'humanité tout en qualifiant d'antimondialiste, faisant allusion de terrorisme, ceux qui combattent leur entreprise de confiscation hégémonique de la planète.

L'humanité ne peut que constater l'extraordinaire retournement de la situation et par laquelle des mercenaires, à la solde de cette «suprématie de la finance planétaire», revendiquent l'ouverture de toutes les frontières aux assauts de leur seule rapacité économique. À l'*internationalisation du commerce cupide*, il faut donc opposer un *nouvel internationalisme humaniste* visant à nouveau le rassemblement des communautés sociales s'assignant de multiples impératifs de solidarité sous :

1- L'instauration éventuelle d'un *Gouvernement Mondial Social Démocrate* prenant en charge tous les pays du monde, leur force policières et militaires réformées ne devenant alors en service que pour maintenir l'ordre que cet avènement extraordinaire devra engendrer mondialement, et pour contrer le ressac de la suprématie économique qui «domine occultement» la planète et regorgeant de milliards de milliards de dollars et ainsi des meilleurs spécialistes chevronnés comme pouvoir économique. Il est certain qu'elle fera sabrer les têtes des plus illuminés par des mercenaires crapules de tous acabits et qu'elle est en mesure de grassement payer.

2- La mise en application de la taxe Tobin sur la bourse cupide, ce qui mettrait immédiatement fin à la misère de la pauvreté qui sévit sur la planète, ce qui réajusterait le climat social entre les nations, tout en rétablissant l'iniquité des omissions de taxations sur les profits boursiers que ce capitalisme requin n'a pas à déboursier, alors que toute transaction des travailleurs le sont. C'est un scandale d'injustice économique.

3-L'organisation d'un nouveau système monétaire international et contrôle des mouvements de capitaux financiers à travers le monde.

4- Établir la solidarité entre les peuples du monde par l'annulation progressive de leurs dettes publiques commençant par ceux qui furent les plus économiquement exploités et ainsi les plus démunis, renforçant surtout l'aide sociale en leur faveur pour panser leurs plaies de victimes économiques via l'Organisation Mondiale du Développement Social (l'OMDS) démocratiquement constitué et habilité à négocier au nom des peuples et avec eux, des contrats assurant le développement de tous dans le respect des droits humains fondamentaux et de protection de la nature pour la survie.

5- Réduction progressive du temps du travail permettant de donner un emploi à tous pour assurer leur survie.

6- Nouvelle mondialité de partage des revenus garantissant à chacun sa part de richesse à un mieux-être raisonnable dont la production tendrait vers le fruit d'une œuvre collective.

7- Mise internationale de politiques écologiques de protection de la nature, bien commun de l'humanité et de développement durable, permettant aux générations présentes et futures de satisfaire au mieux leurs besoins.

Les ex-gouvernements providences sont désormais coincés sous le ***joug de la domination de la suprématie financière du capitalisme impérialiste international***, celui-là même qui, depuis des centaines, a toujours occultement financé, à de phénoménaux profits, les coûts des guerres de chaque pays belligérant s'opposant et la reconstruction de leur économie après la victoire de l'un ou de l'autre. Les ex-gouvernements providences, désormais économiquement agenouillés, sont spoliés par la nouvelle dictature occulte financière et en leurs rangs sont placées des oppositions mercenaires embrassant le capitalisme requin, et leurs forces policières et militaires renforceront cet état. D'autres gouvernements sont moins contaminés, mais sans l'appuie ferme de leur fidèle électorat s'inspirant d'une doctrine valeureuse de parti, et ne serait pas en mesure «seuls» de matérialiser ces précédentes visées humanistes.

C'est pourquoi un parti, prônant la nécessité d'un *Gouvernement Mondial Social Démocrate* expliquant sa mission humaniste, doit être créé dans chaque pays de la planète, et dans le but de se faire élire afin de s'établir en pouvoir nouveau et commencer à rétablir la situation de l'exploitation économique mondiale. Sans cette actualisation pragmatique humaniste, l'humanité est vouée au ***courroux de la misère tous azimuts*** qui pourrait frapper au hasard et à tous moments des caprices financiers. Ceci même dans les pays occidentaux les plus à l'abri, sans compter que toutes les pollutions effrénées par une surproductivité insensée, issue de la compétition économique à travers le monde et par l'inécologie qu'elle provoque, conduit éventuellement à l'intoxication des climats de la planète.

Le globe terrestre est depuis trop longtemps l'otage des industries polluantes, les climats s'intoxiquent et l'effet de serre augmente sans cesse. Venise se noie progressivement sous les eaux, le Bangladesh est immergé, et les Maldives seront rayées de la carte dans moins de quelques décennies.

Ce sinistre scénario catastrophique n'est pas issu de l'imaginaire de quelconque écologiste, mais de prédictions scientifiques vérifiables sur l'évolution destructrice des climats. Le réchauffement de l'atmosphère augmente, mais l'aveuglement économique de la «finance internationale», aveuglée ainsi de ***domination cupide***, accélère sans broncher ses politiques destructrices.

Toutes les tentatives d'accords démocratiques avec elles pour le freinage insensé des activités polluantes, que les industries multinationales représentent, deviennent un échec. Les raisons de cette impossibilité, menant au fiasco planétaire, proviennent foncièrement des politiques occultes de domination du G7 : États-Unis en tête et leurs alliés principaux Angleterre, Canada, Australie, Japon, Pays-Bas, Europe.

Ils ne veulent reconnaître le fond de la question de la survie planétaire et spéculent plutôt des mécanismes de «flexibilité» qu'ils développent leur permettant de déjouer toute action retardant ainsi l'échéance de leur réédition à y souscrire, d'où une ingérence gouvernementale contrôlante dans leurs industries. C'est ce qui leur permet, en attendant, une série d'échappatoires ergotant sur le droit de polluer tous azimuts risquant l'inécologie plus grave chez les multinationales pétrolières, les centrales nucléaires et autres gros producteurs d'énergies polluantes.

S'ils décidaient de s'aligner sur une idéologie écologique d'envergure et se parer de ses habits, ce serait pour bénéficier du soutien financier des subventions gouvernementales derrière provenant ainsi des argents des impôts des citoyens et la différence étant des prêts consentis par la finance internationale «maître occulte» derrière les multinationales et derrière le sort réservé à la planète.

Les lobbys mercantiles de ces derniers sont omniprésents dans les coulisses des rencontres internationales telles celles de La Haye. Les plus nombreux sont les groupes occidentaux d'Amérique du Nord, profitant d'énormes moyens financiers, rassemblés en front commun sous la bannière de la Chambre de Commerce Internationale(CCI).

Leur stratégie dominatrice ayant perfidement évoluée et pourfendue les négociations sur le changement climatique de la planète, les représentants lobbyistes des entreprises transnationales se réclament désormais d'une approche plus «constructive» tout en s'arrogeant en revanche le droit d'obtenir un usage illimité des mécanismes illusoire de «flexibilité» qu'ils ont réussi à faire inscrire dans un précédent protocole à Kyoto au Japon. Cette stratégie d'échappatoires est ainsi défendue par le groupe de l'Umbrella favorisant le commerce immédiat des permis d'émissions des polluants ne devant entrer en vigueur qu'en l'an 2008.

Un courtage spéculatif de ces permis est déjà en action et un juteux marché courtier s'élevant à plus de 50 milliards de dollars en 1999 et pouvant ainsi atteindre des proportions astronomiques de millions de milliards de dollars aveuglant ainsi la rapacité sur La Bourse Internationale. L'anticipation des marchés requins spéculent donc avant même la mise en œuvre du protocole de Kyoto.

Sous l'égide promotionnelle de la Banque Mondiale, erratiquement reconnue comme un organisme de compassion humaniste, une copie carbone de ce prototype vise à des projets d'implantation d'industries qui vont polluer hors du G7, mais qui lui rapporteront en espèces monétaires. Les multinationales milliardaires Shell et Mitsubishi et les gouvernements des Pays-Bas, faisant partie des fonds financiers de cet organisme d'hégémonie économique planétaire, en sont les premiers investisseurs. En échange à l'adhésion hégémonique, ce fond propose à ses investisseurs, gouvernements et entreprises, des crédits d'émission à faible taux, mais se rajoutant inévitablement à leur dette nationale puisque ce sont ces mêmes financiers planétaires internationaux qui détiennent les argents des prêts financiers aux pays.

Il est évident que cette adhésion financière au «développement propre» est une spéculation sur les émissions de gaz carbonique. Les plus grands pollueurs pétroliers sont déjà formés en partenariat : Association Internationale du Marché des Émissions, essentiellement composées des entreprises des pays du groupe de l'Umbrella. Ils ont déjà mis en place un marché global d'émissions, quel que soit l'avenir du protocole de Kyoto.

D'autres multinationales sont entrées dans la danse mercantiliste. À ces marchés d'émissions se greffent sur La Bourse ceux des produits dérivés, et les fonds spéculatifs à hauts risques rejoignent cette nouvelle hégémonie de casino. D'autres sous l'anonymat s'activant déjà dans le développement propre, le plus puissant des lobbys agricoles des États-Unis étant la Farm Bureau Association a des revendications politiques dépassant le cadre de l'agriculture. La plupart de ses membres ne sont pas des agriculteurs, mais des spéculateurs qui contribuent au potentiel d'investissement de cet organisme d'où se retrouvent des firmes de pollution mortelle comme Phillip Morris par exemple.

Tous ces spéculateurs, à esprit cupide, contestent ouvertement que leurs activités polluantes ne contribuent pas au réchauffement de la planète et par cette stratégie inouïe s'est formé le groupement Farmers Against the Climate Treaty qui, comme l'indique clairement son appellation, s'oppose à toute négociation sur le climat affirmant qu'une application du principe de Kyoto entraînerait une chute vertigineuse des profits du secteur pétrolier producteur des engrais.

Des firmes comme Mosanto se réjouissent des profits que lui permettrait ainsi une large inclusion des territoires agricoles dans les mécanismes contestables d'absorption du gaz carbonique. Ce serait pour elle l'occasion de faire valoir son herbicide Round Up comme «ami du climat» ainsi que ses semences transgéniques Round Up Ready, sans compter les bénéfices à venir de plantations d'organismes génétiquement modifiés(OGM) à haute absorption de gaz carbonique.

Les lobbys européens ne sont pas en reste. Produire donc davantage sans consommer plus d'énergie, hors de tout cadre contraignant et hors de tout contrôle, des permis d'émissions et du soutien du Fonds Mondial pour l'environnement quant à l'implantation de projets industriels propres dans les pays du Sud.